

DEPARTEMENT DU GARD  
COMMUNE DE VALLERAUGUE

AMELIORATIONS POUR LA SECURITE INCENDIE  
AMELIORATIONS POUR L'ACCESSIBILITE PMR  
DE L'ECOLE COMMUNALE ET LA CANTINE  
DE VALLERAUGUE ( 30570)

Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)

PRESCRIPTIONS COMMUNES

Maître d'Ouvrage

COMMUNE DE VALLERAUGUE – 30570 – VALLERAUGUE

Tél 04 67 81 19 60

[valleraugue.mairie@wanadoo.fr](mailto:valleraugue.mairie@wanadoo.fr)

Maître d'œuvre

VAD architectures - 20, Rochebelle 30120 AVEZE

Tél : 04 67 82 45 34

[b.vad@wanadoo.fr](mailto:b.vad@wanadoo.fr)

ETABLI EN JUIN 2017

# SOMMAIRE

## I. GENERALITES

### I.1 NOTA

### I.2 CONSISTANCE DU PROJET

#### I.2.2 CONFORMITE AUX NORMES ET REGLEMENTS

#### I.2.3 CLASSEMENT AU FEU DU PROJET

#### I.2.4 ACCESSIBILITE DES PERSONNES HANDICAPEES

#### I.2.5 AGREMENTS DES OUVRAGES ET MATERIAUX

### I.3 PRECISIONS CONCERNANT LA CONSULTATION

#### I.3.1 CONNAISSANCE DES LIEUX

#### I.3.2 CONNAISSANCE DU DOSSIER

#### I.3.3 VERIFICATION DES PLANS

### 2.1.1 ECHANTILLONS ET PROTOTYPES

### 2.1.2 LIAISONS ENTRE CORPS D'ETATS

## 2.2 PRESTATIONS GLOBALES

### 2.3.0 RESERVATIONS

### 2.3.1 INCORPORATIONS

### 2.3.2 PERCEMENTS

### 2.3.3 SCELLEMENTS

### 2.3.4 REBOUCHAGES

## 2.4 RÉCEPTION DES SUPPORTS

## 2.5 PROTECTION DES OUVRAGES

## 2.6 DÉMARCHES ADMINISTRATIVES

## 2.7 ESSAIS

## 3. ORGANISATION DU CHANTIER

### 3.1 ORGANISATION GENERALE

#### 3.1.1 PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER

### 3.2 NETTOYAGE - GRAVOIS

#### 3.2.1 NETTOYAGE EN COURS DE TRAVAUX

#### 3.2.2 GESTION DES DECHETS

#### 3.2.3 NETTOYAGE EN FIN DE TRAVAUX

### 3.3 REPLIEMENT DES INSTALLATIONS

### 3.4 RÉUNIONS DE CHANTIER

### 3.5 TRANSMISSION DES DOCUMENTS

#### 3.5.1 DIFFUSION DES PLANS ET DETAILS D'EXECUTION

3.5.2 DOSSIER A JOUR DE CHANTIER

3.6 STOCKAGE DES MATÉRIAUX

4.1 CONTRÔLES TECHNIQUES

4.2 DOCUMENTS A FOURNIR APRES EXECUTION

4.3 DOSSIERS DES OUVRAGES EXÉCUTÉS

## I. GENERALITES

### I.1 NOTA

- Les présentes prescriptions communes s'appliquent à tous les lots et entreprises concourant à la réalisation du projet.
- Les descriptions et indications des pièces du marché n'ont pas un caractère limitatif et les entrepreneurs devront prévoir tous les travaux de leur spécialisation, nécessaires au parfait achèvement des constructions prévues, et ce, conformément aux règles de l'Art.
- Sauf indications contraires aux C.C.T.P., les descriptions des ouvrages s'entendent en "fourniture et pose", sans que cela ne soit obligatoirement mentionné à chaque article. La "fourniture" comprenant tous les ouvrages et accessoires annexes nécessaires à une parfaite finition des ouvrages prescrits.
- En conséquence, les entreprises soumissionnaires reconnaissent implicitement par le dépôt de leur soumission, s'être exactement rendu compte des travaux à exécuter, de leur nature et de leur importance.
- Les entreprises seront tenues de suppléer aux détails qui pourraient être omis dans les pièces écrites et documents graphiques et de ce fait, ne pourront prétendre à aucune majoration de leur prix forfaitaire, pour la réalisation de leurs ouvrages.

### I.2 CONSISTANCE DU PROJET

#### I.2.1 NATURE DE TRAVAUX

- Les travaux du présent marché, consistent en l'amélioration des règles de sécurité incendie et d'accessibilité PMR de l'école communale de Valleraugue.
- Les C.C.T.P. de chacun des lots en définissent les prestations particulières.

#### I.2.2 CONFORMITE AUX NORMES ET REGLEMENTS

- Tous les ouvrages devront répondre aux prescriptions des règlements de construction constitués par les décrets, les arrêtés et les circulaires publiées par l'état et en vigueur à la date de signature des marchés et notamment:
  - Les spécifications techniques - cahier des charges et règles de calcul publiées par le C.S.T.B et insérées dans le REEF sous la désignation DTU (Documents Techniques Unifiés).
  - Les normes françaises AFNOR, auxquelles se réfèrent les DTU susvisés, ainsi que d'une façon générale, toutes les normes AFNOR de la classe P (bâtiment).
  - Les Normes Françaises de l'UTE.

- Les règlements dont le Ministère de l'Équipement impose l'application
- Les Règles de calculs thermiques et acoustiques.
- La réglementation incendie.
- La réglementation régissant l'accessibilité aux handicapés.
- Le Code du Travail.
- Le règlement sanitaire départemental.

### I.2.3 CLASSEMENT AU FEU DU PROJET

Sans objet

### I.2.4 ACCESSIBILITE DES PERSONNES HANDICAPEES

- Sans objet

### I.2.5 AGREMENTS DES OUVRAGES ET MATERIAUX

- L'entreprise a à sa charge de fournir tous les procès-verbaux d'essais, notes de calculs, attestations, plans et détails, de ses ouvrages ou parties d'ouvrage, afin de pouvoir justifier de la conformité de ceux-ci avec les pièces du marché et la réglementation.
- Pour les matériaux non traditionnels, l'entrepreneur devra fournir l'Avis Technique du C.S.T.B. en cours de validité.
- Tous les isolants feront l'objet d'un certificat de qualification ACERMI.

## I.3 PRECISIONS CONCERNANT LA CONSULTATION

### I.3.1 CONNAISSANCE DES LIEUX

- Les entrepreneurs sont réputés par le fait d'avoir remis leur offre:
  - S'être rendus sur les lieux où doivent être réalisés les travaux.
  - Avoir pris parfaite connaissance de la nature et de l'emplacement de ces lieux et des conditions générales et particulières qui y sont attachées.
  - Avoir pris connaissance des possibilités d'accès, d'installations de chantier, de stockage, de matériaux, des disponibilités en eau, en énergie électrique, etc....
  - Avoir pris connaissance des lieux de décharges et conditions d'accès.
  - Avoir pris tous renseignements concernant d'éventuelles servitudes ou obligations.
  - Avoir visité l'ensemble des locaux ayant rapport avec ses interventions.
  - Avoir constaté la nature et l'état des différents supports existants pour en déduire toutes les conséquences sur ses travaux préparatoires, ses modes d'intervention, les dispositions concernant les fixations, et les ouvrages

complémentaires de finitions et de raccordements.

### I.3.2 CONNAISSANCE DU DOSSIER

- Le C.C.T.P. constitue un ensemble cohérent, que chaque entrepreneur est réputé connaître dans son intégralité, en conséquence aucun entrepreneur ne pourra prétendre ignorer les prescriptions d'une entreprise d'un autre corps d'état.
- En cas d'omission, d'imprécision ou de contradiction dans les documents du marché, il est fait obligation aux entrepreneurs d'obtenir du Maître d' Oeuvre toutes précisions ou renseignements complémentaires nécessaires, et durant le stade de l'étude de leurs offres et de prévoir dans le prix global de la soumission, tous travaux indispensables avec les indications des plans et du devis descriptif.
- Le maître d'œuvre n'a pas de mission d'exécution, les plans et détails fournis à l'entreprise, sont donnés à titre indicatif pour établir l'estimatif des travaux, et ne peuvent en aucun cas servir de plans d'exécution.
- L'entrepreneur titulaire d'un marché ne pourra, par conséquent, faire état ultérieurement d'une erreur ou omission ou imprécision quelconque, pour ne pas exécuter les travaux nécessaires à l'achèvement complet des ouvrages de sa spécialité.

### I.3.3 VERIFICATION DES PLANS

- Tout entrepreneur est tenu de vérifier les cotes et dimensions indiquées aux plans. Il demeurera seul responsable des erreurs qui pourraient se produire soit de son fait, soit par manque de vérification des plans. Les inexactitudes qui pourraient être évoquées après la passation des marchés, ne sauraient en aucun cas remettre en cause le prix global arrêté. L'entrepreneur se soumettra pleinement aux ordres du Maître d'Oeuvre, en vue de la correction de ces inexactitudes.

## 2.1.1 ECHANTILLONS ET PROTOTYPES

### a) Généralités

- Afin de permettre au Maître d'Ouvrage et au Maître d'Oeuvre de s'assurer d'une part de la parfaite compréhension des plans, pièces écrites et documentations, et d'autre part, de la qualité des ouvrages, l'entrepreneur sera tenu de présenter tous échantillons de toutes natures et d'établir toutes maquettes ou prototypes.
- Ces échantillons et prototypes seront présentés dans les délais prescrits, dans leur forme d'utilisation et ce dans le cadre des délais d'approvisionnement en rapport avec ceux du planning contractuel des travaux.
- Les échantillons de peinture et de ravalement seront effectués sur le site à chaque phase de préparation et de finition sur une surface de 2 m<sup>2</sup> minimum.

- Le Maître d'Oeuvre est seul juge de la conformité de ces échantillons et prototypes avec les spécifications des pièces du dossier.
- Aucune commande de matériel ne peut être passée par l'entrepreneur, sinon à ses risques et périls, tant que l'acceptation de l'échantillon ou prototype correspondant n'a pas été matérialisé par l'accord écrit du Maître d'Oeuvre dans le procès-verbal du rendez-vous de chantier, ou par ordre écrit.

#### b) Planification de la remise des échantillons

- L'architecte établit une liste complète des échantillons et matériaux demandés et la diffuse aux entreprises concernées.
- Une réunion générale et spécifique de remise des échantillons aura lieu sur chantier. Les entreprises devront remettre à l'architecte les échantillons accompagnés des fiches techniques des produits par lot.
- Un pré choix de produit est arrêté par le Maître d'œuvre. Suite à ce choix, les PV, AT, classement au feu des matériaux spécifiques choisis par le Maître d'œuvre sont diffusés sous bordereau, par les entreprises aux BET concernés pour avis.

#### 2.1.2 LIAISONS ENTRE CORPS D'ETATS

- Le lot GROS-OEUVRE prendra contact avec tous les autres corps d'état afin d'obtenir tous renseignements en ce qui concerne les ouvrages de finition et d'équipements dont l'exécution aura une incidence sur la réalisation de ses propres travaux.
- Chaque entrepreneur réclamera au maître d'oeuvre, en temps voulu, toutes les précisions utiles qu'il jugera nécessaires à la bonne exécution de ses prestations.
- Chaque entrepreneur se mettra en rapport, en temps voulu, avec le ou les corps d'état dont les travaux sont liés aux siens, afin d'obtenir tous les renseignements qui lui sont nécessaires.
- Chaque entrepreneur devra travailler en bonne intelligence avec les autres entreprises intervenant sur le chantier, dans le cadre de la coordination d'ensemble.
- Tous les entrepreneurs seront tenus de prendre toutes dispositions utiles pour assurer l'exécution de leurs travaux en parfaite liaison avec ceux des autres corps d'état.
- A aucun moment durant le chantier, aucun entrepreneur ne pourra se prévaloir d'un manque de renseignements pour ne pas effectuer des prestations lui incombant, ou ne pas fournir des renseignements, ou des plans, ou des dessins nécessaires aux autres corps d'état pour la poursuite de leurs travaux.

## 2.2 PRESTATIONS GLOBALES

- Sauf spécifications contraires dans le C.C.T.P., il est dû pour chaque ouvrage:
  - L'établissement des plans de réservation et des plans de chantier.
  - L'établissement des plans d'exécution, dans les cas où ils sont à la charge de l'entreprise selon le CCAP.
  - La fourniture, le transport et la mise en oeuvre de tous les matériaux, produits et composants de construction nécessaires à la réalisation parfaite et complète des ouvrages.
  - Les échafaudages, engins ou dispositifs de levage nécessaires à la réalisation des travaux, y compris préparation des plateformes d'assise.
  - La pose, le calage, les percements, saignées, rebouchages, scellements, raccords, etc., dans les conditions précisées aux documents contractuels.
  - La fixation par tous moyens des ouvrages.
  - L'enlèvement de tous les gravois et les nettoyages au fur et à mesure de l'exécution des travaux.
  - La main-d'oeuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications, réglages, etc., en fin de travaux et après réception.
  - L'établissement des plans de récolement remis à la réception des travaux.
  - La remise de toutes les instructions et mode d'emplois, concernant le fonctionnement et l'entretien des installations et équipements.
  - La quote-part de l'entreprise dans les frais généraux du chantier et le compte prorata.
- Tous les autres frais et prestations même non énumérés ci-dessus, mais nécessaires à la réalisation parfaite et complète des travaux.

## 2.3 LIAISONS AVEC LE GROS-ŒUVRE

### 2.3.0 RESERVATIONS

- Trous, trémies, saignées et feuillures seront réservés gratuitement par le titulaire du lot GROS-OEUVRE dans les ouvrages en béton, suivant plans établis et remis dans les délais fixés par le Maître d'oeuvre par chacune des entreprises.
- L'entrepreneur du lot GROS-OEUVRE devra faire porter les réservations demandées par les corps d'état sur les plans d'exécution de béton armé.
- Les entreprises n'ayant pas fournis à temps leurs plans de réservations supporteront les frais de percements retardés.
- Les entreprises valideront les plans d'exécution de béton armé avant exécution et vérifieront sur place dès coulage du béton, l'implantation des trous et trémies réservés et resteront solidairement responsables avec le lot GROS-OEUVRE en cas



de mauvaise implantation.

- Sauf indications contraires aux CCTP, les rebouchages des trous réservés sont à la charge des entreprises en ayant fait la demande.

#### 2.3.1 INCORPORATIONS

- La mise en place de tous les taquets, rails, plots, fourreaux, nécessaires est à la charge du lot GROS-OEUVRE, leur fourniture est assurée par les corps d'état intéressés.
- L'électricien a à sa charge l'incorporations de ses ouvrages (gaines, boîtiers, platines etc..)

#### 2.3.2 PERCEMENTS

- Les percements sont à la charge de chaque entreprise.
- Les rebouchages des percements sont à la charge des entreprises utilisatrices.

#### 2.3.3 SCELLEMENTS

- Les scellements sont à la charge de chaque entreprise.

#### 2.3.4 REBOUCHAGES

- Les scellements, bouchements, rebouchage des saignées, calfeutrements des réservations, calfeutrement autour des fourreaux et des percements, seront affleurés légèrement en retrait, pour être compatibles avec les finitions prévues.
- Les fourreaux seront arasés aux niveaux finis, et les vides entre les canalisations et les fourreaux seront calfeutrés avec un mastic.
- Les rebouchages dans les cloisons, parois et planchers devront de par leur nature, reconstituer les caractéristiques phoniques, thermiques et coupe-feu, initiales.

#### 2.4 RÉCEPTION DES SUPPORTS

- Les entrepreneurs, chacun en ce qui les concernent, réceptionneront au fur et à mesure de leur exécution les supports et ouvrages, exécutés par les autres corps d'états, sur lesquels ils doivent eux-mêmes intervenir.
  - Une fiche de réception contradictoire entre les entreprises concernées sera établi et diffusé aux intervenants.
- Le fait pour un entrepreneur de commencer les travaux de sa spécialité vaut acceptation par lui des supports et ouvrages exécutés par les corps d'état l'ayant précédé.
  - Pour le cas où la réalisation et l'état de finition de ces supports et ouvrages sur

lesquels il aura à travailler ne lui semblent pas suffisants, il devra en rendre compte au Maître d'œuvre immédiatement et avant tout commencement de son intervention, faute de quoi, il ne pourrait se décharger sur un autre entrepreneur, ses travaux étant jugés par la suite irrecevables de ce fait, ni prétendre à un supplément quelconque du prix forfaitaire pour travail non prévu.

- En cours de travaux ou lors de la réception, si le maître d'ouvrage juge que la finition du support est imparfaite, il sera exigé la reprise de celui-ci, sans que l'entrepreneur chargé de la finition ne puisse prétendre à un dédommagement.

## 2.5 PROTECTION DES OUVRAGES

- Chaque entrepreneur devra assurer la protection efficace de ses propres ouvrages contre les dégradations et salissures de toutes sortes, jusqu'à la réception. Cette clause ne dispense pas les autres corps d'état de mettre en oeuvre les protections nécessaires à protéger les ouvrages environnants lors de l'exécution de leurs travaux.

## 2.6 DÉMARCHES ADMINISTRATIVES

- Les entreprises sont tenues de se mettre en rapport avec les diverses administrations ayant à connaître leurs travaux, et de se conformer à leurs règlements et directives. - Les administrations sont non limitativement:

- E.D.F. · G.D.F. · LA POSTE · FRANCE TELECOM · LA COMPAGNIE DES EAUX ·

LES SERVICES MUNICIPAUX

- Les démarches nécessaires seront accomplies à la diligence de chaque entreprise, et les sujétions en résultant sont à leur charge.
- Les retards occasionnés par les différents services administratifs à la suite de travaux réalisés non conformément à leurs prescriptions, ou à des démarches entreprises tardivement, seront sanctionnés tel que prévu au C.C.A.P.
- Les entreprises devront impérativement informer le maître d'oeuvre des différents contacts établis avec les administrations et les décisions qui en découlent.

## 2.7 ESSAIS

- Les frais d'essais et de contrôle sont à la charge des entreprises. Au cas où les résultats obtenus ne seraient pas conformes aux valeurs admissibles, l'entrepreneur sera tenu de corriger ses ouvrages pour y remédier, et de produire de nouveaux résultats d'essais conformes. Les frais correspondants seront à la charge exclusive de l'entreprise.

### 3. ORGANISATION DU CHANTIER

#### 3.1 ORGANISATION GENERALE

- L'entrepreneur du lot 01 GROS-ŒUVRE est désigné entrepreneur du lot principal, il est chargé de toutes les diligences nécessaires à l'organisation du chantier pour l'ensemble des entreprises, et dans les conditions indiquées ci-après et suivant les prescriptions définies au C.C.A.P et au P.G.C.

##### 3.1.1 PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER

- Durant la période de préparation, l'entrepreneur du lot principal devra compléter et soumettre à l'acceptation du Maître d'Oeuvre le plan d'installation du chantier et un planning de montage et démontage des installations provisoires pour l'ensemble de la durée des travaux.

- Ces plans comporteront tous les renseignements propres à chaque entreprise.

- Sur ces plans, devront figurer obligatoirement :

- les clôtures, - l'emprise des voies de circulation,

- L'emprise des parkings, - l'emprise des zones de stockage, et leur destination,

- l'emplacement des centrales à béton et des stockages d'agréats,

- Les aires de préfabrication,

- Les aires de stationnement des camions toupies,

- Les zones d'accès interdits.

- L'emplacement du panneau de chantier,

- Les zones de protection des arbres et végétaux à conserver,

- l'emplacement de la ou des grues et leur aires de survol,

- L'emplacement des bennes à déchets,

- L'emplacement de l'aire de lavage des camions,

- Les cantonnements,

- Les réseaux d'eau, d'évacuation des E.U., d'alimentation électrique, d'éclairage de téléphone.

- L'emplacement des armoires électriques,

- L'emplacement des points d'eau,

- L'emplacement des points lumineux pour l'éclairage provisoire du chantier et des accès au bâtiment.

- La localisation des extincteurs,

- Tous détails non énumérés ci-dessus mais que les entrepreneurs jugeraient bon d'ajouter pour la facilité de leur installation.

### 3.2 NETTOYAGE - GRAVOIS

#### 3.2.1 NETTOYAGE EN COURS DE TRAVAUX

- Chaque entrepreneur doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets, pendant et après l'exécution de ses travaux.
- Au cas où des déchets et gravats non évacués ne sauraient être attribués à une entreprise, l'entreprise du lot principal procédera au nettoyage et à l'évacuation de ces déchets sur simple demande du coordinateur. La dépense correspondante sera portée au compte prorata.
- L'entreprise du lot principal assurera un nettoyage général, hebdomadaire complémentaire, des locaux et des abords jusqu'à la réception. La dépense correspondante sera à la charge exclusive du lot principal jusqu'à la fin de la phase structure, et portée au compte prorata au delà de cette phase.

#### 3.2.2 GESTION DES DECHETS

- Les déchets issus des démolitions, de la construction du projet, de l'aménagement des abords, de l'activité des entreprises et de leurs personnels, seront triés, traités, évacués, conformément au Code de l'Environnement, article 54I et suivants.

- Les déchets issus de la construction du bâtiment et de l'aménagement des abords seront classés en plusieurs catégories :

Les Déchets Inertes : terre, béton, briques, tuiles, pierres, ciment, agglomérés, faïence et carrelage, gravats...

- Ces déchets seront stockés dans des bennes métalliques classiques qui seront véhiculées avec mise en œuvre de filet

- Les bennes seront évacuées vers un centre de tri ou de dépôt de classe 3

Les métaux et ferrailles:

- Ces déchets seront stockés dans des bennes métalliques classiques qui seront véhiculées avec mise en œuvre de filet
- Les bennes seront évacuées vers une société spécialisée en récupération et traitement de métaux

Les papiers et cartons:

- Ces déchets seront stockés dans des bennes
- Les bennes seront évacuées vers une société spécialisée en récupération et recyclage de papier

Les emballages: les palettes bois non traitées, emballages plastiques, housses, polystyrène de calage, fûts et flaconnage non souillés, bidons

- Ces déchets seront stockés dans des bennes métalliques classiques et seront véhiculées avec mise en œuvre de filet

- Les bennes seront évacuées vers un centre de tri ou de dépôt de valorisation et remis à des entreprises agréées pour cette activité

Les Déchets Industriels Banals (DIB): verre, matières plastiques, matières adhésives, bois non traités, plâtre, bitume, ...

- Ces déchets seront stockés dans des bennes métalliques étanches
- Les bennes seront évacuées vers un centre de tri ou de dépôt de classe 2

Les Déchets Industriels Spéciaux (DIS): matières contenant des substances toxiques, peintures, solvants, vernis, cartouches de produit silicone, abrasifs, détergents, bois traité,...

- Ces déchets seront stockés dans des bennes métalliques étanches à double enveloppe
- Les bennes seront évacuées vers un centre de tri ou de dépôt de classe 2 en unité de régénération ou unité d'incinération

Les déchets des cantonnements qui seront également triés suivant 3 types: Les déchets ménagers (reste de repas, épluchures, pain), le verre, le papier (déchets de bureau), ... - Ces déchets seront stockés dans des poubelles en plastique avec couvercle et

de couleur différente. Ils seront évacués vers les systèmes de collectes locales ou centre de tri locaux.

- Les déchets seront triés par type tout au long du chantier et stockés dans des contenants appropriés selon leur emplacement sur le chantier et le stade d'avancement (gros œuvre ou second œuvre).
- Afin de faciliter la valorisation, on veillera à organiser le stockage des différents déchets sur une aire de regroupement où les déchets seront entreposés dans différents contenants en fonction de leur catégorie.
- Les aires de stockage des déchets sur le chantier seront définies en dimension et en nombre en fonction du niveau de tri et la quantité de chaque type de déchets. - La sécurité sera prévue autour des aires de stockage grâce à des clôtures et des protections. - Les contenants seront définis en genre et volume selon la quantité par type de déchets. -Le planning des travaux permettra de définir le nombre de contenants utiles sur le chantier. Le repérage se fera grâce à des pictogrammes avec une signalétique simple (codes de couleur et représentation simplifiée par type de déchet).

Bordereau de suivi des déchets:

- Tous les déchets feront l'objet d'un suivi grâce à l'établissement des bordereaux de suivi des déchets qui seront complétés par les entreprises en charge de l'évacuation des déchets et retournés au maître d'œuvre dans les délais impartis.

Entreposage des bennes:

- Le lot principal est chargé :
- De l'aménagement des surfaces de poses et d'entreposage des bennes et de leurs délimitations et ce durant toute la durée du chantier et en fonction de son évolution
- A l'identification par fléchage et panonceaux des différents lieux de stockage des déchets
- A l'identification pictogrammes des différentes nature de bennes
- A la mise en place et au remplacement des bennes.
- De l'enlèvement des bennes par des rotations fréquentes et adaptées aux remplissages de ces bennes.
- Du transport jusqu'aux décharges publiques, centre de tri et sociétés spécialisées.
- De la rédaction et diffusion auprès de l'architecte, des bordereaux de suivi des déchets (modèle joint en annexe du CCAP)

#### Imputation

- Au lot principal:
- Les frais de fourniture, d'installation, d'étanchéité au sol, de déplacement éventuel, de remise en état des aires de stockage pour les bennes et poubelles, sont inclus dans la proposition de prix du lot principal.
- Les frais de fourniture, d'installation, de déplacement éventuel, de remise en état et de dépose des vides gravois, sont inclus dans la proposition de prix du lot principal.
- Toutes entreprises :
- Information et sensibilisation du personnel œuvrant pour la société : salariés, livreurs, fournisseurs.
- Compte Inter-Entreprises :
- L'ensemble des dépenses d'évacuation des déchets à la décharge publique ou tout autre centre de tri est imputé au compte inter-entreprises. Le montant de ces dépenses est porté à la connaissance de toutes les entreprises.
- Les frais de fléchage et de signalétique des dépôts et bennes.
- Les frais d'entretien et de nettoyage des zones de stockage et des bennes.

#### 3.2.3 NETTOYAGE EN FIN DE TRAVAUX

- Le nettoyage final des locaux pour la réception est à la charge du lot PEINTURE.
- Le nettoyage final des abords est à la charge du lot principal, la dépense correspondante sera portée au compte prorata.

#### 3.3 REPLIEMENT DES INSTALLATIONS

- L'ensemble des installations et dispositifs de protection, d'hygiène, de sécurité, de salubrité, incombant aux divers intervenants tel qu'il est prescrit au présent DCE et au

P.G.C. sont à maintenir jusqu'à ce que le coordonnateur n'en autorise expressément le repliement.

- En cas de non respect de cette clause, les installations et dispositifs prématurément déposés devront être remis en place, aux frais et risques de l'entreprise défaillante.

### 3.4 RÉUNIONS DE CHANTIER

- Les réunions de chantier seront hebdomadaires, devront y assister les entrepreneurs convoqués par le procès verbal de réunion précédent, ou se faire représenter par un technicien qualifié, habilité à prendre toute décision et à donner les ordres en conséquence.

- Les procès verbaux de réunion sont diffusés à toutes les entreprises et afin que l'entreprise ne puisse arguer de la méconnaissance d'un procès verbal, ils sont numérotés, ils ont donc valeur de lettre recommandée avec avis de réception.

- Les ordres et observations portés sur les procès verbaux ont valeur d'ordre de service.

- En cas de désaccord sur le procès verbal, l'entrepreneur devra en informer le maître d'oeuvre par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les huit jours qui en suivent la réception, faute de quoi les constatations, ordres et décisions qui y sont portés, ne pourront être contestés.

### 3.5 TRANSMISSION DES DOCUMENTS

#### 3.5.1 DIFFUSION DES PLANS ET DETAILS D'EXECUTION

- Un bordereau doit obligatoirement accompagner la remise des documents, échantillons, avis, VISAS et informations de toutes natures concernant le chantier, tel que:

Remise des échantillons, Documentations de produits, PV et AT des produits, Notes de calculs,

Plans d'exécution, détails d'exécution et d'atelier, Bordereaux de commandes, de livraison, Fiches d'avis et de choix arrêtés par l'architecte ou VISAS de l'architecte, des BET de la Maîtrise d'Oeuvre sur les plans, notes de calculs et détails.

"Bons pour exécution" de la Maîtrise d'œuvre.

- Les bordereaux sous formes de fiche navette d'envoi de documents et devront être correctement remplis

- Les documents et plans doivent être identifiés, numérotés, indicés et datés sur le cartouche d'entreprise.

- Aucune remise sans bordereau ne devra être acceptée de quiconque sur le chantier.

- Le maître d'ouvrage sera obligatoirement destinataire de l'ensemble des documents émis par les entreprises (Plans, notes de calculs, fiches techniques, PV d'essais, attestations, courriers etc...).

### 3.5.2 DOSSIER A JOUR DE CHANTIER

- Un dossier marché sera installé dans le bureau de chantier dès son installation par l'entreprise du lot principal. Les plans à afficher seront définis avec l'architecte au fur et à mesure du déroulement du chantier.
- Le dossier sera maintenu complet et à jour par le titulaire du lot principal.

### 3.6 STOCKAGE DES MATÉRIAUX

- Il ne sera pas admis de stockage de matériaux à l'intérieur des locaux du projet, ni d'utilisation de ces locaux à titre d'atelier.

### 4.1 CONTRÔLES TECHNIQUES

- Il est fait obligation aux entreprises de satisfaire avant réception aux essais et vérifications figurant sur la liste approuvée par les assureurs (documents COPREC n° 1 et 2 publiés dans le supplément spécial du Moniteur et des Travaux Publics n° 82.51 bis du 17/12/82. -
  - Les essais et vérifications portent sur les ouvrages suivants:
    - Distribution collective d'antennes de télévision. · Chauffage. · Installation électrique. · Plomberie.
    - Réseau d'alimentation en eau. · Réseau d'évacuation. · Ventilation mécanique.
- Bureau de contrôle pour le lot SERRURERIE

### 4.2 DOCUMENTS A FOURNIR APRES EXECUTION

### 4.3 DOSSIERS DES OUVRAGES EXÉCUTÉS

- Les entreprises ont à leur charge de fournir à leurs frais:
  - Plans des ouvrages exécutés.
  - Plans de recollement des ouvrages en B.A.
  - Plans de réseaux AEP, assainissement, BT, téléphone etc...
  - Schéma des réseaux plomberie.
  - Schéma des installations électriques Téléphone et TV.
  - Notices de fonctionnement.
  - Consignes d'entretien.
  - Synoptiques d'installation.



- Tous les documents nécessaires au coordinateur de sécurité pour l'établissement du "dossier d'intervention ultérieure des ouvrages" (D.I.U.O.)
- Ces documents ci-dessus seront fournis avant la réception, en 3 exemplaires dont 1 reproductible au Maître d'œuvre pour les documents de recollement et au coordonnateur SPS pour les documents devant constituer le DIUO.
- Les Dossiers des Ouvrages Exécutés seront fournis sous format informatique et les fiches techniques seront des originaux (pas de photocopies), précisant clairement le produit ou matériel utilisé.